

Sarkozy relance le débat avec ses mesures des cent jours

Nicolas Sarkozy réagit au quart de tour à la prestation réussie de Ségolène Royal sur TF1 et à la percée de François Bayrou. Le candidat UMP a détaillé hier les mesures qu'il entend prendre dans les 100 premiers jours de son éventuel mandat dans deux entretiens au *Parisien* et à RTL.

« La compassion n'est pas une politique et l'imprécision n'est pas une stratégie », réplique-t-il à Ségolène Royal dans *Le Parisien*. Nicolas Sarkozy pointe son « refus d'affronter des situations incontournables » comme les retraites, les effectifs de la Fonction publique ou le vieillissement de la population.

Sur RTL, le candidat UMP a relativisé un sondage parlant d'une progression spectaculaire de la candidate socialiste. Il a aussi minimisé l'audience-record réalisée par son adversaire à *J'ai une question à vous poser*, supérieure à la sienne dans la même émission. Son explication : les Français sont de plus en plus passionnés par la campagne.

Il s'est défendu d'être lui-même le « candidat sortant » dépeint par Ségolène Royal. Tout en se disant « fier » du bilan « tout à fait honorable » des gouvernements de Jacques Chirac depuis

2002, il a assuré qu'il était « différent ».

Mais il lutte maintenant sur deux fronts. Car il doit aussi stopper l'ascension de Bayrou dans les sondages. M. Sarkozy, qui ménageait jusque-là son concurrent centriste dans la perspective du second tour, ne retient plus ses coups.

Alors que le candidat UDF rêve de l'affronter au second tour et de le battre grâce aux voix de gauche, il a jugé le projet « curieux lorsqu'on sait que la totalité des parlementaires de l'UDF sont élus avec les voix de droite et du centre ».

Réplique à Bayrou

Il a surtout opposé sa conception de l'ouverture à celle de M. Bayrou d'un « gouvernement improbable qui irait de gauche à droite ».

« Pour faire la meilleure équipe, il faut un système de jeu ». Comment avoir dans le même gouvernement « des ministres qui sont pour les 35 h et d'autres contre » ? Le candidat UMP, qui veut réunir la « meilleure équipe de France possible », a déclaré qu'il n'aurait « aucun mal » à travailler avec Bernard Kouchner, mais « pour appliquer une politique ».

Pour contrer ses deux adversaires, Nicolas Sarkozy détaille ses propres priorités. Durant les 100 pre-



La montée de François Bayrou oblige le candidat de l'UMP à se battre sur deux fronts, comme son adversaire Ségolène Royal. Photo AFP/Morin

miers jours de son quinquennat, sa première action serait de faire voter un « paquet » fiscal comprenant quatre mesures : l'exonération totale des charges sociales et fiscales sur les heures supplémentaires, la défiscalisation des intérêts d'emprunt pour l'achat d'un logement, la suppression des droits de succession « pour 90 % des Français » et la possibilité d'investir 50 000 € dans les PME en franchise d'impôt de solida-

rité sur la fortune. Le candidat UMP promet aussi un « paquet social » avec deux lois « avant l'été » sur le service minimum dans les transports publics et le vote obligatoire à bulletin secret au bout de huit jours de grève. Autres « chantiers immédiats » : l'abaissement de la majorité pénale de 18 à 16 ans et des peines-plancher pour les mineurs récidivistes. Et un statut d'autonomie des universités.

Selon CSA, Royal réduit son retard

Illustration de la volatilité des sondages : dans une enquête CSA-*Le Parisien-Télé* réalisée au lendemain de la prestation télévisée de Ségolène Royal, M. Sarkozy l'emporterait toujours au second tour mais son avance sur la candidate socialiste est ramenée de 55/45 à 51/49 %. Cette dernière progresse de 2 points (29 %) au premier tour alors que le candidat UMP obtient 28 % (-5 points). M. Bayrou est crédité de 17 %.

Davantage en recul que Sarkozy pour BVA

D'un autre côté, un sondage

BVA-Orange réalisé en grande partie avant l'émission de TF1 donne 33 % d'intentions de votes à Nicolas Sarkozy contre 26 à Ségolène Royal. Le candidat de l'UMP recule de 2 points par rapport au 12 février et la candidate socialiste de 3 points. Nicolas Sarkozy l'emporterait au second tour avec 52 % des voix, en recul là aussi d'un point.

Sondages réalisés par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif d'après la méthode des quotas. CSA-*Le Parisien-Télé* : le 20 février auprès de 884 personnes. BVA-Orange les 19 et 20 février auprès de 951 personnes.

ÉDITORIAL
Marc
CHEVANCHE



A donner le tournis

Il faudrait se calmer un peu. Nous savions que nous étions les champions toutes catégories de la consommation de sondages politiques. Là, c'est l'indigestion qui guette. Pas un jour sans que ne soient lancés des chiffres, leur hausse, leur baisse, leurs écarts. Tel des candidats est déclaré avoir d'ores et déjà partie gagnée, telle autre « décroche » pour, au sondage suivant, « mieux rebondir ». Sans parler de celui qui « perce », qui va jusqu'à « gagner » le second tour alors que le même sondage ne lui accorde, au premier, que la place de « troisième homme », celle de l'imbécile heureux. Et sans oublier aussi celui dont invariablement les sondages s'avèrent incapables d'estimer l'influence, perdus qu'ils sont entre les intentions de vote réellement collectées et leur martingale de « correction » censée rectifier des déclarations de sondés supposés peureux ou manipulateurs. Ajoutez à cela l'agitation

touchant aux 500 signatures de maires ou d'élus que les candidats doivent rassembler pour pouvoir entrer en lice. Que l'inquiétude gagne les intéressés, on le comprendra. Qu'ils s'indignent à l'avance de ne pas être qualifiés pour se présenter et qu'ils s'étonnent que les formations politiques ayant pignon sur rue ne leur facilitent pas la tâche, tout cela est de bonne guerre. De là à crier au déni de démocratie, il n'y a qu'un pas, trop vite franchi. Car, que veut-on à la fin ? Qu'il n'y ait aucun filtre ? Que quarante, cinquante, mille candidats ou candidates se retrouvent au premier tour et invoquent, dans les trois semaines qui précèdent le scrutin, l'égalité de traitement dans les médias publics que la loi organise et ordonne ? Ce n'est pas sérieux. Comme n'est pas sérieuse notre incontinence sondagière. Il est grand temps que ce tournis cesse et que les urnes parlent.

Le droit opposable au logement voté

Les députés ont adopté hier soir le projet de loi instituant un droit opposable au logement, présenté par le ministre de la Cohésion sociale Jean-Louis Borloo. UMP et UDF ont voté pour. PS et PCR se sont abstenus. Une commission mixte paritaire Assemblée-Sénat devait se réunir dans les heures suivantes pour mettre au point un texte commun qui sera soumis cette après-midi aux votes des députés et des sénateurs pour son adoption définitive.

Le projet de loi crée un droit du logement opposable à partir du 1^{er} décembre 2008 pour les personnes les plus prioritaires et à partir du 1^{er} janvier 2012 pour tous les mal-logés.

Parmi ses dispositions, une cotisation sociale proportionnelle au chiffre d'affaires pour les microentreprises (« bouclier social ») ; un crédit d'impôt pour les personnes non imposables en matière de dépenses de services à la personne ; une disposition empêchant que les SDF soient renvoyés à la rue après avoir été accueillis dans un centre d'hébergement d'urgence...



A la fin de cette législature, tous les députés ont réservé une ovation debout au président de l'Assemblée nationale Jean-Louis Debré. Photo AFP/Saget

EN BREF

POUR LE PEN
Le 11 septembre 2001 : "Un incident"
J.-Marie Le Pen a affirmé dans *La Croix* que les attentats du 11 septembre 2001 à New York étaient « un incident » : « 3 000 morts, c'est ce qu'il y a en un mois en Irak ».

Les grands axes de Le Pen

Le secrétaire général du Front national, Louis Aliot, a indiqué hier sur France Info que les « grands axes » du programme présidentiel de Jean-Marie Le Pen seraient l'Europe, les référendums, la baisse des impôts et une prime de 200 euros payée par l'Etat sur les bas salaires. Ce programme doit être pré-

senté par Jean-Marie Le Pen lors d'une « convention présidentielle », samedi et dimanche à Lille. Concernant l'Europe, il y aura « une grande campagne au sein des pays d'Europe pour renégocier les traités européens » et « sortir de ce schéma mondialiste qui fait que nous sommes le réceptacle de toutes les immigra-

tions ». Ensuite, ce seront des référendums sur les « questions les plus importantes », en matière d'« Europe, d'immigration, de fiscalité, d'environnement ». Il a ensuite cité « la baisse des impôts, notamment de l'impôt sur le revenu » et la « contestation de la PAC ». Le coût du programme ? « A peu près » de 35 milliards.